

Marche des Solidarités le 21 mars 2020

Category: Anti-racisme, immigration

écrit par jmfouquer | 9 mars 2020

Ensemble ! appelle tous et toutes à manifester à l'occasion de la 3ème édition de la Marche des Solidarités qui aura lieu le 21 mars. Nous marcherons contre le racisme, la chasse aux migrant-es et les violences policières dont sont victimes très souvent les personnes racisées, les jeunes et plus généralement ceux et celles qui contestent le système en place.

Nous pensons que combattre le racisme n'est pas une simple « cause humanitaire » à défendre parmi d'autres. Il s'agit d'une bataille politique que la gauche à l'échelle du monde doit prendre à bras le corps, sans la séparer de notre stratégie anticapitaliste.

Le racisme n'est pas un simple problème de mentalités, même si les initiatives culturelles et festives qui vont dans le sens du « vivre ensemble » ne sont pas à rejeter. Il est ancré dans nos institutions et nos médias. De multiples discriminations existent, dans l'accès à l'emploi, à la formation, au logement et aux services publics, en matière d'orientation scolaire, dans l'accès aux loisirs ou à la participation à la vie scolaire. Le racisme fait donc système, et doit être combattu en tant que tel, collectivement et dans les luttes.

Il est devenu le fonds de commerce d'une partie de la classe politique, et des franges importantes de l'électorat, sous les effets des politiques néolibérales, n'y résistent pas. Partout dans le monde, l'extrême-droite s'en prend avec succès aux migrant-es, aux immigré-es, aux Roms, aux Musulman-es, aux femmes, aux LGBTQTI+ et à d'autres minorités. L'antisémitisme, qu'on pensait éliminé pour de bon, à l'exception d'une infime

minorité de nostalgiques de l'époque nazie, gagne du terrain.

Le phénomène n'est plus limité à des groupuscules opérant dans les marges de la société. Les racistes cherchent la « dédiabolisation » (comme Le Pen et le Rassemblement National en France) ou se présentent comme des victimes du « racisme anti-blanc » ou du « grand remplacement ». Ils prétendent aussi défendre les intérêts des travailleur-ses et des classes moyennes en évitant soigneusement de pointer les vrais responsables de la précarité, de l'appauvrissement et de l'austérité.

La droite classique et l'« extrême-centre » néolibéral façon Macron, et même une partie de la gauche, n'hésitent plus à suivre leur exemple. Les digues cèdent, les cordons sanitaires n'opèrent plus.

En France, les torchons d'extrême-droite fascistes, antisémites et monarchistes n'ont plus le monopole du discours sur « l'invasion musulmane ». Des hebdomadaires à grand tirage titrent sans cesse sur la prétendue menace pour « nos » valeurs que représente une minorité musulmane « inassimilable ». Des commentateurs et des écrivains réactionnaires et racistes font exploser l'audimat.

Macron lui-même en rajoute une couche en annonçant, en pleine crise de la réforme des retraites, une campagne contre le « séparatisme islamiste ». Son ministère de l'Education Nationale, Blanquer, s'est spécialisé dans la chasse aux enseignant-es et aux syndicats « islamo-gauchistes » et aux « théories décoloniales ».

C'est donc à une véritable « radicalisation à droite » que nous assistons. Dans ce contexte, des racistes notoires (Trump aux Etats-Unis, Modi en Inde, Bolsonaro au Brésil, Netanyahu en Israël, Orbán en Hongrie ...) peuvent se hisser ou se maintenir au pouvoir dans de grandes « démocraties », encourageant ainsi leurs clients les plus radicaux à passer à

l'acte. D'autres s'en approchent dangereusement.

Au Royaume-Uni, la campagne pour le Brexit et ses suites ont agi comme un catalyseur pour une xénophobie décomplexée, qui a bénéficié surtout au parti conservateur de Boris Johnson.

En Allemagne, un parti d'extrême-droite, l'AfD, a réussi une véritable percée pour la première fois depuis la chute du Troisième Reich, et a failli entrer dans un gouvernement de coalition en Thuringie avec la droite chrétienne-démocrate.

En Pologne, des régions entières se définissent fièrement comme des zones de non-droit pour les personnes LGBTQI+.

En Turquie, Erdogan, acculé en Syrie, donne un tour de vis au racisme anti-kurde et anti-migrant-es.

En Inde, les fascistes hindous proches du BJP, le parti de Modi, commettent ou encouragent des pogroms de masse contre la minorité musulmane, vraisemblablement avec la complicité de la police, alors que les Rohingyas sont persécutés et massacrés au Myanmar et les Ouighours de Chine (musulmans eux aussi) subissent l'internement et un génocide culturel.

Dans de nombreux pays, des terroristes d'extrême-droite, organisés ou pas, ont commis des actes violents et parfois meurtriers contre des migrant-es, des organisations humanitaires et des élu-es considéré-es comme « pro-migrant-es », des camps de Roms, des mosquées, des synagogues, des boucheries halal et des bars à chicha, des femmes voilées et des Juifs orthodoxes ... En France, des habitants « racisés » des banlieues sont souvent victimes des violences d'une police qui vote majoritairement pour un parti fasciste.

Enfin, le traitement réservé aux migrant-es par l'Union Européenne et ses Etats-membres nous rappellent l'hypocrisie des « démocraties » occidentales toujours prêtes à donner des leçons au reste du monde sur le thème du « respect des droits de l'Homme ».

C'est pour toutes ses raisons qu'Ensemble ! sera présent aux mobilisations du 21 mars.

Colin Falconer